

GARCIN, Thierry. *L'avenir de Parme nucléaire*. Bruxelles, Paris, Établissements Emile Bruylant et LGDJ, 1995, 172 p.

André Martel

Volume 28, numéro 4, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703819ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703819ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martel, A. (1997). Compte rendu de [GARCIN, Thierry. *L'avenir de Parme nucléaire*. Bruxelles, Paris, Établissements Emile Bruylant et LGDJ, 1995, 172 p.] *Études internationales*, 28(4), 886–888. <https://doi.org/10.7202/703819ar>

économiques, aux perspectives d'avenir (question concernant la stabilité, les entreprises d'État, le marché du travail et l'inflation). Le chapitre 15 (« Post-Mao Political Economy: A Puzzle », de Peter Nolan) traite, d'une part, des difficultés de fonctionnement du marché socialiste fermé, et d'autre part, de celles de la réforme constitutionnelle en l'absence d'une stabilité macroéconomique. En d'autres mots, Nolan insiste sur le fait que les entreprises ne pourront obtenir de bons résultats que moyennant l'établissement des droits de la propriété privée, et moyennant fixation des prix des produits uniquement par les forces du marché.

La cinquième partie (« Linkages Between Economic and Political Liberalization: Some Concluding Observations », de Gerd Nonneman) fait ressortir des liens entre la libéralisation économique et politique. En somme, la réflexion que l'on retrouve dans ce livre chemine à partir de deux points de départ distincts : le point de départ économique et le point de départ politique. Mais les deux chemins se rejoignent. Sous l'angle économique, on constate une évidence : le développement ne peut se produire qu'avec le marché, jamais avec la planification centralisée que l'on avait longtemps cru préférable. Sous l'angle politique, on se persuade que la démocratie est non pas « formelle » mais créatrice, qu'elle joue un rôle actif de moteur dans le décollage matériel et culturel. Ne serait-ce que pour cette évidence, le livre édité par Gerd Nonneman mérite d'être connu par un large public.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

L'avenir de l'arme nucléaire.

GARCIN, Thierry. Bruxelles, Paris, Établissements Émile Bruylant et LGDJ, 1995, 172 p.

Thierry Garcin soutient dans ce livre que la logique de la dissuasion est nécessaire pour éviter l'éclatement d'un conflit nucléaire dans le système international de l'après-guerre froide. Il s'agirait théoriquement de la meilleure stratégie pour tous et en tout temps. Reprenant l'idée d'un processus d'apprentissage nucléaire, Garcin estime que les États du Sud constituent une source d'inquiétude importante, puisque ceux-ci seraient encore « dans une phase stratégiquement adolescente » (p. 14).

Ainsi, selon Garcin, la logique de la dissuasion doit être la référence de base pour évaluer toutes les doctrines nucléaires ou initiatives de non-prolifération. Il soutient, par exemple, qu'ayant adopté des doctrines dérivant essentiellement des développements technologiques, les États-Unis et l'Union soviétique ont souvent erré dans leurs relations stratégiques. Ils se seraient ainsi fréquemment éloignés de la logique de dissuasion (Initiative de défense stratégique, campagnes anti-nucléaires de Moscou, concept de frappes « chirurgicales », etc.). Pour l'auteur, « l'Ouest n'a donc guère de leçons de vertu stratégique à donner, sauf pour se racheter une conscience ». (p. 23)

L'essai de Garcin est fondé sur trois points essentiels. Le premier concerne la problématique de la prolifération des armes nucléaires. Selon

lui, cette prolifération est un phénomène inéluctable des relations internationales. L'auteur souligne d'ailleurs que si l'Ouest a traditionnellement été plus proliférant que l'Est, la faiblesse actuelle de l'État russe, suite à l'effondrement de l'Union soviétique, crée une source de prolifération importante [p. 16].

Deuxièmement, comme bien des auteurs, Garcin suppose que la dissuasion nucléaire est le principal facteur expliquant l'absence d'une confrontation armée directe entre les deux superpuissances durant la guerre froide. Les paradoxes inhérents à cette logique de dissuasion nucléaire (armes destinées à ne pas être utilisées, menace de l'apocalypse pour pacifier, etc.) constituent un « facteur d'incertitude, obligeant à une amorce de dialogue voire, sinon, à l'établissement de deux monologues qui – sans se répondre forcément – se prennent en compte ». [p. 69]

Cette communication serait une condition nécessaire à la dissuasion, mais non suffisante. En effet, selon Garcin, les pays impliqués doivent être constitués d'un triangle « État-nation-frontières » fort. La faiblesse actuelle de l'État russe serait ainsi une source d'insécurité internationale non seulement à cause du danger de prolifération qu'elle implique, mais également parce que l'État russe constitue lui-même un acteur difficile à dissuader. Notons enfin que les États doivent agir de façon rationnelle.

Cette dernière condition nous amène à discuter du troisième point fondamental à l'essai de Garcin. L'auteur maintient en effet que les nouveaux États nucléaires, essentiellement des États du Sud, n'adopteront pas

nécessairement la logique de la dissuasion, du moins comme elle est conçue par les stratèges occidentaux. Comme exemple d'un État « dépourvu d'une rationalité militaire à l'occidentale », Garcin mentionne l'Irak qui, en 1980 et 1990-91, aurait plutôt suivi une « logique de l'échec ». [p. 25] Il s'agirait selon lui d'une question culturelle. Une dichotomie culturelle Nord-Sud aurait donc remplacé la dichotomie idéologique Est-Ouest.

Bien que les États-Unis et l'Union soviétique aient souvent adopté des doctrines affaiblissant la dissuasion, ils ont été dissuadés tout au long de la guerre froide d'utiliser des armes nucléaires. Pourquoi? Bien que l'auteur n'adresse pas directement la question, ses nombreuses références à une soi-disant « rationalité occidentale » (qui inclurait les sociétés de l'Est?) nous laisse supposer la réponse qu'il aurait donnée... Puisque d'autres logiques que celle de la dissuasion pourraient être à la source de la politique de défense de certains États possédant des armes nucléaires, l'auteur maintient qu'une perspective culturelle est nécessaire aux études stratégiques. Considérant que « l'identité nationale... reste le fondement et le socle de l'arme nucléaire » [pp. 100-101], l'auteur propose de « rendre ses lettres de noblesse au facteur culturel dans les études stratégiques » [p. 107].

Il aurait été intéressant que Garcin donne l'exemple ici, ce qui lui aurait peut-être permis de resituer la logique de la dissuasion nucléaire par rapport aux priorités fort différentes que pourraient avoir les États non occidentaux. D'ailleurs, ce qu'il propose dans ce livre n'est rien de plus qu'un monologue, un enseignement

donné pour faire comprendre aux États que la logique de la dissuasion inter-étatique est nécessaire à leur survie.

Comprenons bien ici que lorsqu'il discute de la rationalité occidentale, il en oublie le caractère occidental, voilant ainsi un parti pris de sa pensée. En effet, Garcin sous-entend que la rationalité implique que les États favorisent un *statu quo* maintenu par la menace plutôt que l'établissement d'un processus de changement du système international. L'ouvrage de Garcin pourrait facilement être interprété comme une entreprise de négation de la légitimité du seul type d'armement qui pourrait faire plier la volonté de l'Ouest.

Complété par une bibliographie commentée, ce court livre offre une réflexion intéressante sur la problématique du nucléaire en liant les aspects de la stratégie et de la non-prolifération par une logique de la dissuasion. L'ouvrage a cependant l'inconvénient, comme la plupart des livres portant sur la question nucléaire d'ailleurs, d'isoler cette problématique de tout autre aspect politique des relations internationales. Enfin, soulignons un certain ethnocentrisme (pour ne pas dire un ethnocentrisme certain!) de la part de l'auteur. Comment percevoir autrement certaines questions comme la suivante : « Notre modèle de rationalité est-il vraiment universel, ou plutôt n'est-il que plus efficace ? » (p. 98). Nous serions tentés de répondre qu'une logique fondée sur l'idée de la confrontation permanente n'est peut-être pas la logique la plus efficace. Comme plusieurs auteurs critiques de la rationalité instrumentale l'ont déjà souligné, tout

dépend du but ultime visé par cette efficacité tant recherchée.

André MARTEL

Department of Political Science
Carleton University

Nurturing Peace : Why Peace Settlements Succeed or Fail.

HAMPSON, Fen Osler. Washington,
United States Institute of Peace Press,
1996, 290 p.

Nous pouvons dresser, tout comme Hampson, un parallèle entre un accord de paix négocié et une carte routière. Si un accord de paix montre une direction dans laquelle les protagonistes doivent s'engager, il n'indique pas les moyens à utiliser pour se rendre à destination. D'une façon générale, l'auteur se questionne sur ce qui fait que certains accords de paix tiennent la route tandis que d'autres déraillent dès leur signature. Il explore les conditions faisant en sorte qu'un accord de paix négocié conduise à un comportement coopératif entre des parties adverses et la manière dont cet accord jette les bases pour un processus de paix effectif.

Selon les termes de Hampson, le but de l'étude consiste « à situer le maintien de la paix et les autres initiatives des tierces parties dans le contexte plus large de la consolidation de la paix (peace-building) et des processus de règlement des conflits » (p. 23). Son argumentation principale consiste à dire que pour qu'un accord de paix soit couronné de « succès », les tierces parties doivent renforcer et institutionnaliser leur rôle dans un processus d'établissement et de consolidation de la paix (p. 23). Ici, l'auteur définit le « succès » comme